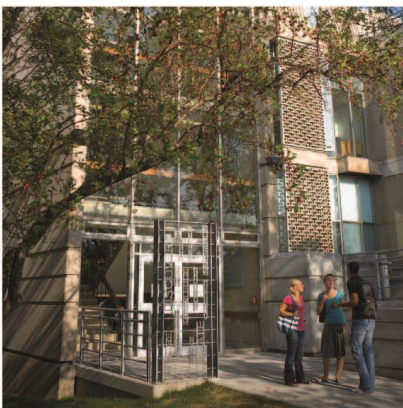
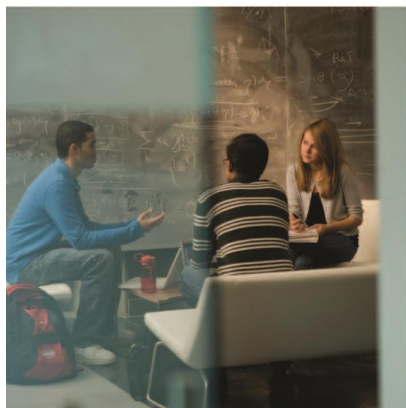
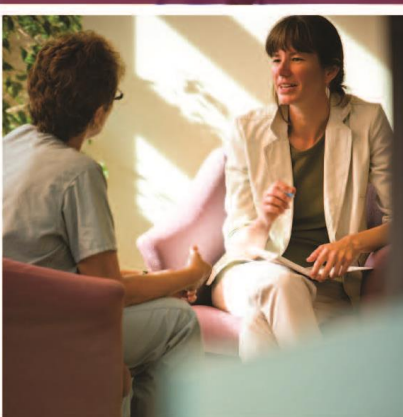
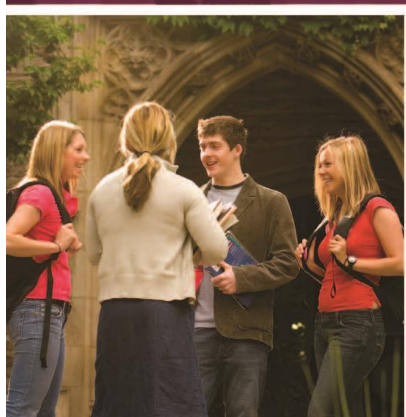
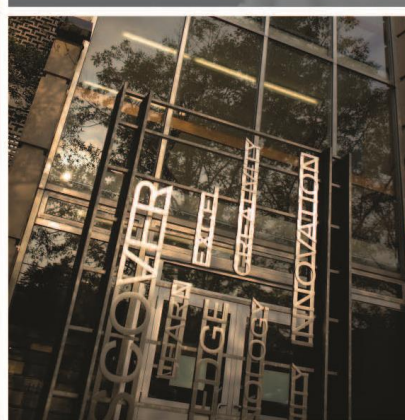




RÉSUMÉ DU
DIALOGUE



S'ATTAQUER AUX INCIDENCES DES
ENJEUX MONDIAUX ÉMERGENTS SUR
LA SANTÉ AU CANADA



Le 12 mai 2011



DONNÉES PROBANTES >> IDÉES >> ACTION

Résumé du dialogue

S'attaquer aux incidences des enjeux mondiaux émergents sur la santé au Canada

Le 12 mai 2011

McMaster Health Forum

Pour les citoyens intéressés, de même que les penseurs et les acteurs influents, le McMaster Health Forum s'efforce de jouer le rôle de pivot mondial de l'amélioration des résultats de santé grâce à la résolution collective des problèmes. En agissant à un niveau régional/provincial et au niveau national, le forum met en valeur l'information, réunit les parties prenantes et prépare les dirigeants prêts à mettre en œuvre des actions pour surmonter de façon créative les problèmes de santé urgents. Le forum agit comme un agent de changement en donnant aux parties prenantes la possibilité d'influencer les agendas gouvernementaux, de mettre en œuvre des mesures mûrement réfléchies et de communiquer efficacement les raisons sous-jacentes à ces mesures.

Auteurs

John N. Lavis, MD, PhD, directeur, McMaster Health Forum, professeur et titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur le transfert et l'échange des connaissances, McMaster University

Steven J. Hoffman, M.A., J.D., professeur auxiliaire, McMaster Health Forum, professeur adjoint, Département d'épidémiologie clinique et de biostatistique, McMaster University et chercheur universitaire, Munk School of Global Affairs, University of Toronto

Financement

La production du présent rapport a été rendue possible grâce à une contribution financière de Santé Canada. La synthèse d'information et le dialogue avec les parties prenantes pour lequel cette synthèse a été préparée ont été rendus possibles grâce à la contribution financière du Programme de subventions internationales à la santé de Santé Canada. D'autres contributions financières visant à permettre la participation de personnes clés au dialogue ont été consenties par le haut-commissariat de Grande-Bretagne au Canada, McMaster University (Bureau du vice-président, Recherche et affaires internationales et Bureau du vice-président associé aux études, Faculté des sciences de la santé) et le Norwegian Knowledge Centre for the Health Services (grâce à une subvention de la Norwegian Agency for Development Cooperation). L'Initiative de recherche en santé mondiale a financé la traduction de la synthèse d'information. Les points de vue exprimés ici ne représentent pas nécessairement le point de vue du gouvernement fédéral. Ils constituent les points de vue des auteurs et ne doivent pas être considérés comme représentant les points de vue des partenaires financiers.

John Lavis reçoit une aide salariale du Programme des chaires de recherche du Canada. Le McMaster Health Forum reçoit un soutien financier et non financier de la part de McMaster University.

Conflit d'intérêts

Les auteurs déclarent n'avoir aucun intérêt professionnel ou commercial en lien avec la synthèse d'information. Les membres du comité directeur du dialogue ont passé en revue la version préliminaire du résumé du dialogue, mais les auteurs ont eu le dernier mot quant au contenu du résumé du dialogue.

Remerciements

Les auteurs souhaitent remercier Ileana Ciurea et le personnel du McMaster Health Forum pour leur aide à organiser le dialogue avec les parties prenantes.

Citation

Lavis JN, Hoffman SJ. Résumé du dialogue: S'attaquer aux incidences des enjeux mondiaux émergents sur la santé au Canada. Hamilton, Canada: McMaster Health Forum, 12 mai 2011.

Dialogue

Le dialogue réunissant des décideurs, des parties prenantes et des chercheurs visant à se pencher sur la question de la santé et des enjeux mondiaux émergents au Canada a eu lieu le 12 mai 2011 au McMaster Health Forum à Hamilton, en Ontario, au Canada.

Numéros d'enregistrement des publications :

ISSN 1929-7947 (imprimé)

ISSN 1929-7955 (en ligne)

Table des matières

RÉSUMÉ DU DIALOGUE	5
RÉSUMÉ DES QUATRE DÉLIBÉRATIONS	6
<i>DÉLIBÉRATION AU SUJET DU PROBLÈME</i>	6
<i>DÉLIBÉRATION AU SUJET DES OPTIONS DE POLITIQUES ET DE PROGRAMMES</i>	8
Option 1 – Favoriser l'apprentissage mutuel entre les secteurs	9
Option 2 – Coordonner l'action gouvernementale et instaurer un cadre d'action pour les parties prenantes	9
Option 3 – Mettre sur pied de nouveaux projets misant sur l'optimisation des ressources	11
Considérations sur l'ensemble des options	12
<i>DÉLIBÉRATION AU SUJET DES IMPLICATIONS DE LA MISE EN ŒUVRE</i>	12
<i>DÉLIBÉRATION AU SUJET DES PROCHAINES ÉTAPES À SUIVRE POUR LES DIFFÉRENTS ACTEURS</i>	13

RÉSUMÉ DU DIALOGUE

Bon nombre de participants au dialogue ont approuvé l'énoncé général du problème, à savoir que la mondialisation érode l'effet protecteur que constituaient jadis les frontières nationales pour la santé des Canadiens. De plus, les réponses à cette érosion ne semblent pas toujours à la hauteur des défis actuels et de ceux qui se poseront dans le futur. Toutefois, plusieurs participants au dialogue ont souligné que l'énoncé général du problème soulevait plusieurs questions, par exemple : comment définit-on la « santé » et qui considère-t-on comme Canadiens. Bon nombre de participants au dialogue ont également approuvé les six enjeux mondiaux émergents pouvant avoir une incidence sur la santé des Canadiens et qui constituaient l'une des deux dimensions clés du problème. Cependant, plusieurs participants ont souligné que l'évaluation des enjeux mondiaux émergents devait tenir compte de l'interdépendance des enjeux et se concentrer sur les possibilités autant que sur les risques. Un certain nombre de participants se sont également dits d'accord avec le fait que le manque de collaboration découlant des clivages traditionnels complique les efforts en vue de cerner les problèmes et de les résoudre. Ce phénomène a été identifié comme la deuxième dimension clé du problème. Cela dit, quelques participants ont fait remarquer que le « maintien du statu quo » fonctionnait dans certaines situations, même si ce n'était peut-être pas l'idéal.

La plupart des participants au dialogue ont reconnu l'intérêt de certains des éléments constituant chacune des options : 1) favoriser l'apprentissage mutuel entre les secteurs (p. ex., en instaurant un processus qui facilite l'identification périodique et dynamique des nouveaux enjeux, et qui est à la fois tourné vers l'intérieur et vers l'extérieur) et l'apprentissage mutuel entre les gouvernements (p. ex., en signant la Déclaration ministérielle d'Oslo sur la santé à l'échelle mondiale et en participant à une discussion permanente avec les autres signataires); 2) coordonner l'action gouvernementale et instaurer un cadre d'action pour les parties prenantes; et 3) mettre sur pied de nouveaux projets misant sur l'optimisation des ressources, en particulier pour la production de biens publics à l'échelle mondiale.

Les participants ont indiqué quelques facteurs de réussite pouvant faciliter la mise en œuvre des éléments clés des trois options : 1) des champions inspirants qui sont présents dans chaque cohorte et secteur; 2) des intervenants « passionnés et curieux » qui souscrivent avec enthousiasme à l'objectif; 3) des réseaux solides qui sont utilisés et qui reçoivent leur part du mérite; 4) de solides données de recherche qui sont utilisées pour déterminer ce qui doit être fait et de quelle manière; 5) des histoires convaincantes qui sont préparées afin de mettre en lumière les améliorations tangibles qui pourraient profiter aux Canadiens et au reste du monde; 6) un espace qui est réservé à la prise de risques et à l'innovation; 7) une excellente communication qui permet à tous d'être sur la même longueur d'onde; et 8) des débats constructifs qui sont encouragés, mais des chasses gardées malsaines sont dénoncées.

Les réflexions sur les prochaines étapes à franchir ont largement porté sur l'utilité d'un forum qui permettrait la participation des parties prenantes (qui, selon certains, sont aussi des décideurs) pour établir des priorités en vue de s'attaquer aux enjeux mondiaux émergents et de prendre des mesures mûrement réfléchies. Certains participants au dialogue ont avancé que le leadership devait venir du gouvernement, de sorte qu'il y ait un « endroit où aller », un lieu de ralliement pour les leaders sur la question, un pouvoir de mobilisation essentiel et des ressources pour soutenir le dialogue avec les parties prenantes. Deux participants au dialogue ont avancé qu'une des prochaines étapes importantes devrait être de redéfinir le concept de santé pour les Canadiens.

RÉSUMÉ DES QUATRE DÉLIBÉRATIONS

DÉLIBÉRATION AU SUJET DU PROBLÈME

Les participants au dialogue ont eu tendance à approuver l'énoncé général du problème, à savoir que la mondialisation érode l'effet protecteur que constituaient jadis les frontières nationales pour la santé des Canadiens, et que les réponses à cette érosion ne sont pas toujours à la hauteur des défis actuels et de ceux qui se poseront dans le futur. Les participants au dialogue ont aussi eu tendance à approuver les deux dimensions clés du problème – les enjeux mondiaux émergents eux-mêmes et le manque de collaboration découlant des clivages traditionnels qui compliquent les efforts en vue de cerner les problèmes et de les résoudre – présentées dans la synthèse d'information fournie pour éclairer le dialogue. Toutefois, plusieurs participants au dialogue ont soulevé des questions et offert d'autres points de vue convaincants tant sur l'énoncé général du problème que sur ses deux dimensions clés.

En ce qui a trait à l'énoncé général du problème, des participants au dialogue ont soulevé les questions suivantes :

- Quelle est la définition de la santé, définition qui déterminera si la priorité est mise sur la protection de la santé publique, la prévention des maladies, le traitement clinique, la promotion de la santé, l'amélioration de la santé de la population ou sur une combinaison de ces thèmes, et si cette priorité doit porter sur un concept de bien-être élargi (en tant qu'expression des aspirations ou des espoirs et de ce qui compte vraiment pour les Canadiens)?
- Qui considère-t-on comme Canadiens (les 34 millions de personnes qui vivent au Canada exclusivement, ou aussi les quelque 2,7 millions de Canadiens qui vivent à l'étranger ainsi que les personnes qui vivent à l'étranger qui deviendront un jour des Canadiens)? La question s'est présentée lorsqu'un grand nombre de personnes détenant un passeport canadien, mais vivant au Liban ont dû être secourues durant un conflit armé en 2006.
- Est-ce que les particularités du Canada, comme sa géographie (le fait que nous ayons comme voisin un seul grand pays riche) et sa population (de nombreux immigrants), rendent l'énoncé général du problème moins vrai au Canada qu'il ne l'est dans de nombreux autres pays?

Un participant a indiqué qu'il serait intéressant d'essayer d'imaginer si le problème serait abordé avec les mêmes termes ou avec des termes différents si la synthèse d'information avait été préparée pour la France ou le Japon, et si le dialogue avait lieu à Paris ou à Tokyo.

Encadré 1 : Contexte du dialogue destiné à informer les parties prenantes

L'objectif du dialogue destiné à informer les parties prenantes était de favoriser une discussion complète sur les réflexions pertinentes (y compris les faits issus de la recherche) relatives à un enjeu politique hautement prioritaire, afin d'éclairer l'action. Voici les caractéristiques clés du dialogue :

- 1) Il traitait d'un enjeu auquel fait actuellement face le Canada.
- 2) Il se concentrait sur différentes caractéristiques du problème, notamment (lorsque possible) la manière dont celui-ci affecte des groupes particuliers.
- 3) Il mettait l'accent sur trois options (parmi de nombreuses) pour faire face à cet enjeu de politique publique.
- 4) Il était éclairé par une synthèse d'information qui a été préalablement transmise aux participants, et celle-ci faisait état de données de recherche locales et internationales sur le problème, de trois options pour faire face au problème et des implications liées à la mise en œuvre de ces options.
- 5) Il était éclairé par une discussion portant sur l'ensemble des facteurs permettant de cerner le problème et des options possibles pour le résoudre.
- 6) Il a réuni de nombreux acteurs pouvant être impliqués ou touchés par les décisions futures liées à l'enjeu.
- 7) Il a assuré une représentation équitable des décideurs, des parties prenantes et des chercheurs.
- 8) Il a fait appel à un facilitateur dont le rôle était de guider les délibérations.
- 9) Il a permis de tenir des délibérations franches et confidentielles qui suivaient la règle de Chatham House : « Les participants sont libres d'utiliser l'information reçue au cours de la réunion, mais ni l'identité ni l'affiliation des orateurs et des participants ne doivent être révélées. »
- 10) Il ne visait pas l'atteinte d'un consensus.

Les opinions et les expériences des participants, de même que leurs connaissances tacites, ont permis de nourrir le dialogue. Le dialogue a été conçu pour susciter des réflexions uniques – réflexions qui ne peuvent surgir que lorsque toutes les personnes impliquées dans la prise de décisions futures sur un problème ou touchées par ces décisions y travaillent ensemble. Il a également été conçu pour encourager les participants à agir, de même que ceux qui prennent connaissance du résumé du dialogue et des entrevues vidéo avec les participants du dialogue.

En ce qui a trait à la première des deux dimensions clés du problème, bon nombre de participants au dialogue se sont dits d'accord avec les six enjeux mondiaux émergents pouvant avoir une incidence sur la santé des Canadiens. Ces six enjeux sont les suivants :

1. les gens sont de plus en plus mobiles et voyagent sur des distances plus grandes que jamais;
2. le commerce transfrontalier des biens, des services et des investissements atteint des niveaux sans précédent;
3. le marché des denrées agricoles est en voie de devenir un marché mondial intégré unique;
4. les dommages causés à l'environnement et l'épuisement des ressources s'accroissent;
5. les technologies d'information et de communication permettent aux gens d'établir des liens malgré les distances;
6. la résolution des problèmes passe de plus en plus par les lois, la réglementation et les normes internationales.

Toutefois, plusieurs participants au dialogue ont souligné qu'à certains égards, ces six enjeux ne réussissent pas à cerner complètement les nouveaux enjeux mondiaux :

- les enjeux ne sont pas formulés de façon suffisamment abstraite ou complexe, en ce sens qu'ils ne tiennent pas compte de l'interdépendance entre les enjeux qui pourrait se révéler si difficile à traiter que les ministères pourraient adopter par défaut une approche de style « commandement et contrôle »;
- les enjeux ne sont pas exploités de façon suffisamment concrète, en ce sens qu'ils ne sont pas accompagnés d'exemples « détaillés » ou de « traceurs » (comme les effectifs en santé qui sont concernés au moins par les enjeux 1, 2, 5 et 6);
- une liste d'enjeux sera toujours incomplète (les conflits, la migration ou l'eau pourraient faire partie de la présente liste) et il en va de même des descriptions (on ne parle pas des « dommages » que cause le Canada aux immigrants, qui laissent peut-être derrière eux le risque élevé de contracter une maladie infectieuse dans leur pays d'origine, mais qui acquièrent un risque élevé de contracter une maladie non transmissible comme le diabète ou une maladie du cœur lorsqu'ils émigrent au Canada);
- les enjeux de la présente liste ne sont plus tellement émergents en ce sens qu'ils sont déjà présents et toute liste sera contestée puisqu'il est toujours possible d'identifier un enjeu manquant; il faut donc se doter d'un processus qui faciliterait l'identification périodique et dynamique des nouveaux enjeux et qui serait tourné tant vers l'intérieur que vers l'extérieur.

Quelques participants au dialogue ont également souligné que les descriptions de chaque enjeu étaient trop centrées sur les risques (p. ex., pour la sécurité des Canadiens) et pas suffisamment sur les possibilités (p. ex., pour les entreprises canadiennes qui pourront embaucher des employés en santé afin d'accroître leur productivité ou qui pourront travailler avec des employés provenant de différents pays afin d'accroître leurs activités dans ces pays).

En ce qui a trait à la deuxième des deux dimensions clés du problème, un certain nombre de participants ont reconnu le manque de collaboration découlant des clivages traditionnels. Ce manque de collaboration complique les efforts en vue de cerner les problèmes et de les résoudre. Toutefois, quelques participants au dialogue ont souligné que le « maintien du statu quo » fonctionnait dans certaines situations, même si cela n'était pas l'idéal. Un participant a souligné trois façons de contourner ce manque de collaboration :

- ne pas tenir compte de l'interdépendance des enjeux et permettre à chaque ministère concerné de s'en remettre « par défaut » à ses processus habituels;
- dissimuler la complexité d'un problème et nommer un responsable au sein d'un ministère qui, pendant une période de temps limitée, tente de soutenir la collaboration;
- instituer une réelle collaboration lorsque les enjeux sont élevés et qu'une question est considérée comme une priorité intergouvernementale (de façon proactive ou plus souvent en réponse aux réactions du public), ce qui a été fait dans des cas très spéciaux (comme la réponse aux attaques terroristes de

septembre 2001, qui a culminé avec l'élaboration de la politique de sécurité nationale du Canada, ou la réponse à l'épidémie de SRAS, qui a entraîné la création de l'Agence de la santé publique du Canada).

Deux éléments additionnels ont été soulevés relativement au manque de collaboration :

- sur le plan négatif, le manque de collaboration réduit la production de biens publics mondiaux qui peuvent être créés lorsque les Canadiens et nos gouvernements travaillent de concert avec nos partenaires des autres pays;
- sur le plan positif, il existe déjà une collaboration importante entre des acteurs unis par un réseau mondial et agissant dans l'intérêt public (p. ex., les communautés épistémiques travaillant à des problèmes de santé urgents) et des entreprises faisant valoir leurs intérêts privés (p. ex., des entreprises unies dans un réseau international et mettant sur le marché de nouveaux produits pharmaceutiques).

Un participant au dialogue a souligné que le gouvernement canadien était de plus en plus perçu par ses pairs internationaux comme un gouvernement uniquement intéressé par les impacts sur les Canadiens (à l'exclusion des autres). Ainsi, le gouvernement canadien réfléchit peu à la manière dont les risques sont partagés et ne s'inquiète pas que ses actions visant à contrer les risques pour les Canadiens puissent les accroître pour les autres pays. Ce même participant a souligné que d'autres gouvernements, comme celui de la Norvège, reconnaissent l'interdépendance de leur pays dans le monde d'aujourd'hui (c.-à-d. que la sécurité du Canada est dépendante de la sécurité des autres pays). Cette reconnaissance des risques et des vulnérabilités partagées influence l'élaboration d'énoncés gouvernementaux qui reflètent le « sentiment de faire partie du monde », les valeurs qu'ils partagent avec les autres au sein et au-delà de leurs frontières, ainsi que les normes éthiques et morales qu'ils exigent d'eux-mêmes et des autres. Un autre participant a souligné que ce sentiment de « protectionnisme » en matière de santé entraine en conflit avec la position des gouvernements affirmant qu'ils étaient contre le protectionnisme commercial. Un troisième participant a, quant à lui, souligné que le fait d'élaborer et de mettre en œuvre des accords commerciaux en y intégrant une dimension santé pourraient les rendre plus fonctionnels.

D'autres participants au dialogue ont souligné que la synthèse d'information avait adopté un point de vue intéressé sans se soucier d'approfondir la conception de « relationnalité » et de citoyenneté mondiale. Un de ces participants a souligné que le Canada souffrait de l'absence de champions bien en vue capables d'inciter les Canadiens à prendre au sérieux leurs responsabilités en tant que citoyens du monde. Idéalement, de tels champions s'appuieraient sur un discours illustrant en termes concrets comment les enjeux mondiaux peuvent avoir une incidence sur eux. Ce participant a également donné l'exemple des problèmes actuels de sécurité alimentaire ayant des impacts sur le développement des enfants qui deviendront des immigrants, des collaborateurs et des partenaires commerciaux dans le futur. Il a également souligné la possibilité que l'instabilité économique que nous vivons puisse se transformer en conflits régionaux (y compris au sein des Amériques) pouvant facilement avoir des répercussions au Canada. Un autre participant a souligné comment les Canadiens avaient appris des exemples positifs et négatifs des réponses des autres pays et de l'Organisation mondiale de la santé relativement aux récentes éclosions de maladies infectieuses. Il a aussi indiqué que nous avons tout intérêt à travailler en collaboration avec les autres pays et à nous assurer que les organisations multilatérales fonctionnent de manière efficace.

DÉLIBÉRATION AU SUJET DES OPTIONS DE POLITIQUES ET DE PROGRAMMES

Les participants au dialogue ont discuté des trois options présentées dans la synthèse d'information comme des exemples concrets pour faire face au problème. La plupart des participants ont trouvé attrayants certains éléments des trois options et la plupart ont convenu que chacune pourrait avoir un rôle à jouer afin d'aider le gouvernement canadien à passer d'une approche réactive à une approche plus proactive dans sa façon de traiter les enjeux mondiaux émergents et les enjeux touchant la santé au Canada. Toutefois, un certain nombre de participants ont indiqué que la synthèse d'information avait présenté ces options comme n'étant ni mutuellement exclusives ni séquentielles.

Option 1 – Favoriser l'apprentissage mutuel entre les secteurs

Les participants au dialogue ont en général approuvé l'idée de soutenir l'apprentissage mutuel entre les secteurs, mais ils ont souligné que l'apprentissage mutuel :

- est un processus qui prend du temps et qui peut ouvrir la voie aux autres options;
- doit répondre à des problèmes communs;
- doit être défendu aux échelons supérieurs de la fonction publique (p. ex., en donnant l'exemple d'un ministère qui a noué des relations avec d'autres et qui a établi un processus qui a donné de bons résultats pour tous les ministères de même que pour le gouvernement dans son ensemble);
- doit être encouragé par des mesures incitatives auprès des fonctionnaires, du moins lorsque les possibilités de « gain » partagé ne sont pas évidentes (p. ex., en fixant comme objectif de rendement du personnel la gestion fructueuse d'un projet interministériel);
- doit être facilité par un mécanisme de soutien dynamique, en particulier lorsqu'il y a peu de latitude ou que les enjeux sont extrêmement complexes, ou les deux (des mécanismes de collaboration interministérielle déjà existants, comme l'Initiative de recherche en santé mondiale, pourraient jouer ce rôle, ou encore ce genre de mécanisme pourrait être mis en place dans le cadre d'un protocole d'entente entre divers centres d'excellence au pays et à l'étranger);
- pourrait être plus facilement vérifié avec des exemples où la santé est une force motrice naturelle (p. ex., la prochaine réunion de haut niveau des Nations Unies sur les maladies non transmissibles);
- peut être complété par une réflexion périodique, inspirée de cas réels (p. ex., la crise des isotopes à titre d'enjeu, la table ronde sur l'environnement et l'économie à titre de processus) concernant les processus qui ont permis que le tout soit vraiment supérieur à la somme des parties, plutôt que d'avoir des gens qui se réunissent tout simplement parce qu'ils considèrent qu'ils doivent le faire;
- serait idéalement complété par un soutien à l'apprentissage mutuel entre les gouvernements (p. ex., en rejoignant le groupe de pays – Brésil, France, Indonésie, Norvège, Sénégal, Afrique du Sud et Thaïlande – dont les ministres des Affaires étrangères ont signé la Déclaration ministérielle d'Oslo stipulant que la santé mondiale constitue un enjeu de politique étrangère urgent).

Option 2 – Coordonner l'action gouvernementale et instaurer un cadre d'action pour les parties prenantes

Les participants au dialogue ont fortement approuvé l'idée d'instaurer un cadre d'action pour les parties prenantes et de coordonner l'action gouvernementale. Ils ont souligné qu'un tel cadre doit :

- préciser les principes de sécurité, économiques et moraux de même que les impératifs qui motivent un engagement quant aux enjeux mondiaux (chacun de ces enjeux a une signification différente pour chaque communauté) et examiner ces enjeux sous l'angle de la santé;
- décrire un processus permettant de faciliter l'identification périodique et dynamique des nouveaux enjeux qui serait à la fois tourné vers l'intérieur (des leçons pourraient être tirées du projet relatif au fardeau de la maladie à l'échelle mondiale, entre autres) et tourné vers l'extérieur, afin de s'assurer que les alliances potentielles soient déterminées et exploitées (il ne faut pas se contenter de signaler les enjeux de l'heure);
- indiquer quels résultats importent et préciser les indicateurs qui seront utilisés pour mesurer ces résultats;
- garantir la flexibilité et créer un espace pour l'innovation même si le cadre d'action établit certaines responsabilités pour aborder les enjeux.

Un participant a souligné que tout cadre d'action devrait chercher à réduire les « coûts de transaction » pour les gouvernements et les parties prenantes (p. ex., en amenant les gens sur la même longueur d'onde afin que des questions comme la réduction du sodium et l'élimination des gras trans dans les aliments n'aient pas à être

traitées isolément par les provinces et les territoires). Un autre participant a souligné que les gouvernements ne sont généralement pas en mesure de s'attribuer de mérite quant à la mise en place de cadres d'action et qu'il fallait par conséquent qu'il y ait une ou deux initiatives liées au cadre dont ils pourraient s'attribuer le mérite (qui fait l'objet de l'option 3).

Un participant a rappelé au groupe qu'il fallait parfois des années avant de lancer un document approuvé par le Cabinet. Par conséquent, un cadre d'action pourrait être élaboré, mis à l'essai et adapté beaucoup plus rapidement s'il était produit à l'extérieur du gouvernement, comme ce sera le cas pour le document préparé par l'Académie canadienne des sciences de la santé. Toutefois, la difficulté avec ce type de documents, c'est que leur validité est moins claire et qu'ils ne sont pas accompagnés des ressources nécessaires pour leur mise en œuvre et leur suivi.

Un autre participant a exprimé plusieurs préoccupations quant à la façon dont étaient décrites les parties prenantes dans le dialogue et souligné que ces parties prenantes :

- constituaient un groupe très hétérogène (et qu'il fallait prendre grand soin de déterminer à quels groupes seraient confiés quels genres de travaux);
- n'étaient pas des instruments de mise en œuvre des priorités gouvernementales (il convient donc de veiller à la façon dont le cadre d'action est élaboré et dont sa mise en œuvre est soutenue);
- ne sont pas toutes convaincues que la coordination est une bonne chose (un bon nombre diraient que la coordination ne doit pas être un but en soi, mais peut dans certaines circonstances être un moyen d'arriver à sauver des vies et à alléger les souffrances).

Plusieurs participants ont souligné que la coordination des actions gouvernementales :

- devait passer davantage par une collaboration réelle qui, par le passé, était instituée uniquement quand les problèmes avaient pris une grande ampleur, tenir compte de l'interconnexion des enjeux et éviter les tergiversations sur la complexité des enjeux pour lesquels des responsables avaient été nommés, sans autres formes d'appui;
- devait être soutenue par des processus (ou des structures) intergouvernementaux dynamiques et par les paliers de gouvernement nécessaires;
- devait être encouragée par des mesures incitatives et facilitée par un mécanisme de soutien dynamique (comme celui décrit dans la sous-section précédente).

Un participant a souligné que la stratégie de santé mondiale du Royaume-Uni avait en grande partie survécu au changement de gouvernement parce que des éléments de cette stratégie avaient l'appui du nouveau gouvernement et parce que les principales parties prenantes continuaient de l'utiliser dans leurs interactions avec le gouvernement et dans leurs propres interventions. Toutefois, ce même participant a souligné qu'en raison du changement de gouvernement, il faudrait dorénavant un plus grand engagement de la part des parties prenantes pour répertorier et diffuser les données de la recherche portant sur les principaux enjeux. Le fait qu'une partie du financement soutenant la mise en œuvre de la stratégie ait été affectée pour mettre sur pied une communauté de parties prenantes intéressées par la santé mondiale (p. ex., grâce à des forums ayant permis d'établir les intérêts communs et de bâtir des réseaux fondés sur ces intérêts communs) s'est avéré essentiel à l'intérêt des parties prenantes et à leur capacité de participer à ce projet.

Un autre participant au dialogue a souligné que la Norvège, en tant que signataire de la Déclaration ministérielle d'Oslo sur la santé mondiale, avait adopté une approche progressive pour tenter de s'attaquer aux enjeux mondiaux émergents en y ajoutant une dimension santé. Par ailleurs, ce participant a révélé qu'il y avait parfois désaccord quant à ce que cela signifiait et que le manque de temps et de données de recherche avait une fois encore compliqué le travail. L'approche progressive a été complétée par le lancement de nouvelles initiatives (qui ressemblent davantage à l'option 3) dans des domaines comme l'immunisation et la santé maternelle. Ce même participant a également souligné que des leçons importantes pouvaient aussi être tirées de pays comme le Brésil et la Thaïlande qui ont adopté une approche plus stratégique. Un autre participant a

souligné qu'il n'était peut-être pas surprenant que le Brésil et la Thaïlande soient aussi des pays où la société civile est très fortement engagée, engagement qui fournit un point de départ plus convaincant pour une action coordonnée que des enjeux comme la sécurité, le commerce et les droits de propriété intellectuelle.

Option 3 – Mettre sur pied de nouveaux projets misant sur l'optimisation des ressources

Bon nombre de participants au dialogue ont souligné que la situation économique nationale et la position budgétaire du gouvernement fédéral sont telles que de nouvelles initiatives seraient très peu probables à l'heure actuelle, à moins qu'elles ne permettent d'épargner ou n'assurent une meilleure utilisation des deniers publics. Toutefois, plusieurs participants ont souligné qu'il serait important de faire preuve d'opportunisme, c'est-à-dire de surveiller les occasions offertes et de tirer parti de ces occasions, comme :

- les engagements existants, notamment l'initiative de Muskoka sur la santé maternelle, des nouveau-nés et des enfants, où des investissements discrétionnaires seraient encore possibles;
- les discours du Trône, où le gouvernement précise ses priorités pour la période à venir et où une « ouverture » pourrait être signalée;
- la période de bilan, une fois les engagements électoraux réalisés, ou avant la prochaine élection;
- les réunions prévues, comme la réunion de haut niveau des Nations Unies sur les maladies non transmissibles;
- les changements parmi les hauts dirigeants (le sous-ministre des Affaires étrangères et du Commerce international arrive du ministère de la Santé et pourrait considérer la santé comme la prochaine grande priorité en politique étrangère);
- l'éventail des instruments de politique, qui pourraient se traduire par des dépenses fiscales (p. ex., les subventions à l'industrie du pétrole) et pas seulement par des dépenses directes.

Plusieurs participants au dialogue ont souligné l'importance de se concentrer sur la production de biens publics à l'échelle mondiale, comme :

- un processus qui faciliterait l'identification périodique et dynamique des nouveaux enjeux;
- un forum qui susciterait la participation des parties prenantes (qui, selon certains, sont aussi des décideurs) dans l'établissement des priorités et l'adoption de mesures mûrement réfléchies;
- des produits à livrer qui profitent à tous les citoyens.

Plusieurs participants au dialogue ont parlé des aspects financiers de cette option. Un participant a souligné qu'il serait utile de voir si les dépenses faites dans d'autres contextes (p. ex., le traitement de la tuberculose au Mexique ou l'amélioration des habitudes de prescription) mènent à des économies au Canada (p. ex., diminution des cas d'infection ou de la résistance multiple aux médicaments). Un autre participant a indiqué que le gouvernement fédéral avait tendance à préférer les domaines où il pouvait « arriver à changer quelque chose et repartir » et qu'il était par conséquent important de mettre l'accent sur des produits à livrer clairement définis et (le cas échéant) des plans de durabilité. Un troisième participant au dialogue a souligné que le gouvernement fédéral n'était qu'un des bailleurs de fonds potentiels pour les nouvelles initiatives. Parmi les autres bailleurs de fonds, on pourrait retrouver les gouvernements provinciaux de même que des organismes comme le Conseil international du Canada.

Un participant au dialogue a également souligné l'importance de travailler en collaboration avec les autres pays pour améliorer le fonctionnement d'organisations multilatérales comme l'Organisation mondiale de la santé, et d'initiatives existantes comme le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, mais aussi d'éviter de créer sous le coup d'une impulsion de nouvelles organisations ou de lancer de nouvelles initiatives qui n'auraient pas de liens avec les organisations et les initiatives existantes.

Considérations sur l'ensemble des options

La plupart des participants au dialogue ont accordé une certaine valeur à chacune des options :

- favoriser l'apprentissage mutuel entre les secteurs (p. ex., au moyen d'un processus facilitant l'identification périodique et dynamique des nouveaux enjeux et tourné tant vers l'intérieur que vers l'extérieur) et entre les gouvernements (p. ex., en signant la Déclaration ministérielle d'Oslo sur la santé à l'échelle mondiale et en participant à une discussion permanente avec les autres signataires);
- instaurer un cadre d'action pour le gouvernement et les parties prenantes;
- mettre sur pied de nouveaux projets misant sur l'optimisation des ressources, en particulier sur la production de biens publics à l'échelle mondiale.

Plusieurs participants au dialogue ont formulé quelques suggestions sur le processus qui permettrait d'exploiter ces options :

- susciter la participation des gouvernements et des parties prenantes dans le processus;
- être novateur, faire preuve d'entrepreneuriat et d'opportunisme;
- tirer parti des succès du passé (p. ex., initiative de Muskoka).

Deux participants ont décrit ce qu'ils aimeraient voir comme résultat de la mise en œuvre de chacune de ces options :

- sur le plan international, les gouvernements du Canada auraient une voix au chapitre plus forte en ce qui a trait à la santé mondiale, et disposeraient de mécanismes plus efficaces et plus efficaces capables de les aider à identifier les enjeux mondiaux émergents et de s'y attaquer;
- au Canada, les parties prenantes seraient plus engagées et participeraient davantage à l'identification des enjeux mondiaux qui influencent la santé des Canadiens et des autres habitants de la planète.

DÉLIBÉRATION AU SUJET DES IMPLICATIONS DE LA MISE EN ŒUVRE

Les participants au dialogue ont indiqué quelques facteurs de réussite pouvant faciliter la mise en œuvre des éléments clés des trois options :

- des champions inspirants doivent être présents dans chaque cohorte et secteur, pour parler aux décideurs et aux parties prenantes en position d'influence et susciter la participation de la population canadienne (et dans les mots d'un participant au dialogue « activer des valeurs canadiennes bien enracinées », en particulier chez les jeunes, et secteur par secteur);
- des intervenants « passionnés et curieux » (y compris ceux des entreprises du secteur privé, des organismes gouvernementaux, des universités et des médias) doivent participer au processus et souscrire avec enthousiasme à l'objectif, ce qui permettra de créer une dynamique avec les parties prenantes;
- des réseaux solides sont utilisés et reçoivent leur part respective du mérite;
- de solides données de recherche sont utilisées pour déterminer ce qui doit être fait et de quelle manière;
- des messages convaincants sont préparés sur les améliorations tangibles qui pourraient profiter aux Canadiens et au reste du monde;
- un espace est réservé à la prise de risques et à l'innovation;
- d'excellentes communications permettent à tous d'être sur la même longueur d'onde;
- les débats constructifs doivent être encouragés et les chasses gardées malsaines doivent être dénoncées.

DÉLIBÉRATION AU SUJET DES PROCHAINES ÉTAPES À SUIVRE POUR LES DIFFÉRENTS ACTEURS

Un certain nombre de participants au dialogue ont avancé qu'il était urgent de créer un forum qui susciterait la participation des parties prenantes (qui, selon certains, sont aussi les décideurs) dans l'établissement des priorités en vue de s'attaquer aux enjeux mondiaux émergents et de prendre des mesures mûrement réfléchies. Les participants à un tel forum pourraient tenter de trouver de meilleures façons pour :

- soutenir l'apprentissage mutuel entre les secteurs et les gouvernements;
- élaborer, mettre à l'essai et adapter un cadre d'action pour les gouvernements et les parties prenantes;
- surveiller les occasions de créer de nouvelles initiatives permettant une bonne utilisation des deniers publics et profiter de ces occasions, en particulier en ce qui a trait à la production de biens publics à l'échelle mondiale.

Un participant au dialogue a souligné que le fait de disposer d'un forum réunissant les parties prenantes (ou un autre processus) pourrait en soi faire partie du cadre d'action et constituer un bien public mondial. Un autre participant a indiqué qu'il faudra éviter qu'un groupe d'intérêts s'empare d'un tel forum ou que ce forum se limite à un centre d'intérêt en particulier. Quelques participants croyaient que l'idée d'un forum était trop « amorphe » ou qu'il s'agissait d'une « solution à la recherche d'un problème ».

Certains participants ont avancé l'idée que le leadership devrait venir du gouvernement, de sorte qu'il y ait un endroit où aller, un lieu de ralliement des leaders sur la question, un pouvoir de mobilisation et des ressources pour soutenir la mise en œuvre et les activités de suivi. Un participant a indiqué que ce forum devrait au départ mettre l'accent sur des enjeux qui sont déjà sur la table (et idéalement, qui passionnent les gens), comme les maladies non transmissibles, avant de se tourner vers des enjeux que le groupe pourrait aider à pousser plus haut sur les agendas gouvernementaux (p. ex., l'accès aux médicaments, les mécanismes de gouvernance mondiaux).

Deux participants au dialogue ont avancé qu'une des prochaines étapes importantes serait de redéfinir le concept de santé pour les Canadiens, de manière qu'ils comprennent que la santé comprend plus que des soins de santé, qu'il s'agit de quelque chose qui les relie au reste du monde. Un autre participant au dialogue abondait dans le même sens, alléguant qu'en tant que Canadiens, nous avons besoin de considérer la santé d'une manière plus holistique et dans un contexte plus global.

Un participant au dialogue a souligné qu'une des prochaines étapes importantes consisterait à améliorer les mécanismes de communication de façon que les décideurs, les parties prenantes et le public en général puissent commencer à entrevoir les liens entre les enjeux et les secteurs. Plusieurs participants ont souligné que les jeunes comprennent bien les interdépendances du monde d'aujourd'hui et que nous devons les intéresser à ces enjeux. Un participant a souligné l'importance de s'éloigner de la simple discussion autour de problèmes pour se concentrer sur les possibilités qui s'offrent au Canada et qui lui permettraient d'assumer un rôle de chef de file. Un autre participant au dialogue a souligné que tout plan de communication devrait mettre en lumière les réussites face aux enjeux mondiaux émergents.